

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BAYERISCHE LANDESBANK

Société de droit allemand au capital de 2 800 000 000 €

Siège social : Brienner Strasse 18, Munich

A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2024**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif				2024	2023
Caisse et banques centrales					
a) Caisse			46 233		33 127
b) Avoirs auprès de banques centrales			54 056		52 197
Dont :					
Auprès de la Deutsche Bundesbank	54 056				52 197
				100 289	85 324
Titres d'émetteurs publics et effets admissibles au refinancement auprès de banques centrales			715 774		673 407
a) Effets et bons du Trésor à intérêts précomptés ainsi que titres similaires d'émetteurs publics					
Dont :					
Pouvant être refinancés auprès de la Deutsche Bundesbank	–		–		–
b) Effets			–		–
				715 774	673 407
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
a) Prêts hypothécaires			–		–
b) Prêts aux collectivités locales			104 813		12 780
c) Autres créances			36 911 436		43 603 964
Dont :					
A vue	12 035 968				16 247 412
Contre prêt de titres	–				–
				37 016 249	43 616 744
Prêts et créances sur la clientèle					
a) Prêts hypothécaires			22 414 254		22 102 519
b) Prêts aux collectivités locales			24 717 399		23 439 708
c) Autres créances			29 440 613		29 060 954
Dont :					
Contre prêt de titres	273 987				230 009
				76 572 266	74 603 181
Obligations et autres titres à revenu fixe					
a) Titres du marché monétaire					
aa) D'émetteurs publics		–			–
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	–				–
ab) D'autres émetteurs		101 069			–
Dont :					
mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	–				–
			101 069		–
b) Emprunts et obligations					
ba) D'émetteurs publics		5 333 987			6 256 564
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	3 775 413				4 458 045
bb) D'autres émetteurs		5 838 462			6 055 840
Dont :					
Mobilisables auprès de la Deutsche Bundesbank	5 722 960				5 804 212
			11 172 449		12 312 405
c) Obligations propres			2 769		4 170
Montant nominal	2 171				3 343
				11 276 288	12 316 575
Actions et autres titres à revenu variable				110 899	111 899
Portefeuille de négociation				11 329 268	9 537 034
Participations				370 681	339 527
Dont :					
Dans des établissements de crédit	21 860				18 434
Dans des institutions financières	–				–
Parts dans des entreprises liées				3 631 232	2 989 515
Dont :					
Dans des établissements de crédit	3 540 553				2 910 820
Dans des institutions financières	–				–

Fonds gérés à titre fiduciaire				6 631 946	6 328 460
Dont :					
Crédits d'ordre et pour compte de tiers	6 631 946				6 328 460
Actifs incorporels					
a) Droits de propriété industrielle créés en interne et droits et valeurs similaires			15 642		16 736
b) Concessions acquises à titre onéreux, droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires ainsi que licences pour ces droits et valeurs			159 248		120 232
c) Fonds de commerce			—		—
d) Acomptes versés			—		—
				174 890	136 968
D'immobilisations corporelles				216 766	222 708
Autres actifs				3 389 056	3 201 924
Comptes de régularisation					
a) Liés aux opérations d'émission et de prêts			213 831		215 511
b) Autres			84 730		109 685
				298 561	325 196
Excédent des actifs sur les engagements				—	11 400
Total actifs				151 834 164	154 499 859

Passif				2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit					
a) Obligations hypothécaires nominatives en circulation			135 495		155 638
b) Obligations publiques nominatives en circulation			324 952		327 944
c) Autres dettes			39 368 336		40 736 394
Dont :					
A vue	3 732 901				4 237 517
Titres remis au créancier en garantie de prêts contractés :					
Obligations hypothécaires nominatives	—				—
Et obligations publiques nominatives	—				—
				39 828 783	41 219 976
Dettes envers la clientèle					
a) Obligations hypothécaires nominatives en circulation			260 340		238 013
b) Obligations publiques nominatives en circulation			4 328 664		4 700 793
c) Dépôts d'épargne					
ca) A préavis convenu de trois mois		—			—
cb) A préavis convenu de plus de trois mois		—			—
					—
d) Autres dettes			33 843 744		36 541 378
Dont :					
A vue	11 442 883				7 439 757
Titres remis au créancier en garantie de prêts contractés :					
Obligations hypothécaires nominatives	—				—
Et obligations publiques nominatives	—				—
				38 432 748	41 480 184
Dettes représentées par un titre					
a) Obligations en circulation					
aa) Obligations hypothécaires		7 521 402			6 964 118
ab) Obligations publiques		7 611 140			9 568 944
ac) Autres obligations		24 987 191			21 549 728
			40 119 734		38 082 790
b) Autres dettes représentées par un titre			7 633 988		7 772 267
Dont :					
Titres du marché monétaire	7 506 784				7 639 870
Acceptations à payer et billets à ordre émis	—				—
				47 753 722	45 855 057
Portefeuille de négociation				4 079 534	5 391 977
Engagements fiduciaires				6 631 946	6 328 460
Dont :					
Crédits d'ordre et pour compte de tiers	6 631 946				6 328 460
Autres passifs				571 026	370 144
Comptes de régularisation					
a) Liés aux opérations d'émission et de prêts			116 040		55 244
b) Autres			237 136		227 195
				353 176	282 439
Provisions					
a) Provisions pour pensions et obligations similaires			743 234		557 708
b) Provisions pour charges fiscales			14 918		45 083
c) Autres provisions			531 444		612 569
				1 289 595	1 215 360
Passifs subordonnés				2 954 923	2 915 902
Fonds pour risques bancaires généraux				1 301 850	1 253 499
Dont :					

Dotations conformément à l'article 340e al. 4 du Code de commerce allemand (HGB)	144 853				115 174
Capitaux propres					
a) Capital souscrit					
aa) Capital social	2 800 000				2 800 000
Apports non appelés restant à verser au capital social	—				—
Capital appelé		2 800 000			2 800 000
ab) Apport en capital		612 016			612 016
ac) Apports tacites		—			—
b) Réserves constituées sur le capital			3 412 016		3 412 016
c) Réserves sur bénéfices non distribués			2 181 643		2 181 643
ca) Réserve légale		1 267 508			1 267 508
cb) Autres réserves sur bénéfices non distribués		1 175 695			975 695
d) Résultat de l'exercice			2 443 203		2 243 203
			600 000		350 000
Total passifs				8 636 862	8 186 862
Passifs éventuels				151 834 164	154 499 859
a) Engagements éventuels par endos d'effets réescomptés			—		—
b) Engagements éventuels par cautions et avals			12 983 610		11 725 253
c) Obligations résultant de la constitution de sûretés en garantie de dettes d'autrui			—		—
Autres engagements				12 983 610	11 725 253
a) Obligations de rachat liées à des opérations de mise en pension sur la base d'une convention de vente ferme et d'option de rachat			—		—
b) Engagements de placement et de reprise			—		—
c) Accords de crédits irrévocables			19 002 674		20 789 949
				19 002 674	20 789 949

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.

II. – Compte de résultat pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)				2024	2023
Intérêts perçus sur					
a) Activités de prêt et opérations sur le marché monétaire	7 381 129				6 684 189
Moins les intérêts négatifs	–2 718				–14 846
		7 378 411			6 669 343
b) Titres à revenu fixe et créances inscrites au registre de la dette		232 877			197 738
			7 611 288		6 867 081
Charges d'intérêts					
Charges d'intérêts des activités d'exploitation		–6 751 450			–6 052 171
Moins les intérêts positifs		18 133			21 318
			–6 733 317		–6 030 853
Revenus courants de				877 972	836 228
a) Actions et autres titres à revenu variable			2 272		989
b) Participations			4 450		4 977
c) Parts dans des entreprises liées			400 252		303 111
				406 974	309 077
Produits de contrats de péréquation des bénéfices, de contrats de transfert de bénéfices ou de transfert partiel de bénéfices				46 735	32 237
Produit de commissions			260 935		263 384
Charges de commissions			–51 446		–53 842
Produits nets ou charges nettes résultant du portefeuille de négociation				209 490	209 542
Dont :				267 108	150 642
Dotations et reprises du fonds pour risques bancaires généraux conformément à l'article 340e al. 4 HGB (Code de commerce allemand)	–29 679				–16 738
Autres produits d'exploitation				605 973	485 326
Frais généraux administratifs					
a) Frais de personnel					
aa) Salaires et traitements		–302 869			–307 420
ab) Charges sociales et charges pour retraites et autres prestations		–312 373			–328 002
			–615 242		–635 422
Dont :					
Pour Retraites	–263 235				–279 987

b) Autres frais administratifs			-325 511		-337 684
				-940 753	-973 106
Amortissements et provisions sur actifs corporels et incorporels				-32 026	-33 285
Autres charges d'exploitation				-273 739	-163 459
Provisions et corrections de valeur sur créances et certains titres et dotations aux provisions pour engagements			-973 900		-426 980
Dont :					
Prélèvements du fonds pour risques bancaires généraux					-
Dotation au fonds pour risques bancaires généraux	-18 672				-25 794
Produits résultant de plus-values sur créances et certains titres ainsi que de la reprise de provisions pour engagements			-		-
Dont :					
Prélèvements du fonds pour risques bancaires généraux					-
Dotation au fonds pour risques bancaires généraux					-
				-973 900	-426 980
Amortissements et corrections de valeur sur participations, parts dans des entreprises liées et valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières					-73 035
Produits résultant de plus-values sur participations, parts dans des entreprises liées et valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières			590 284		-
				590 284	-73 035
Charges résultant de pertes supportées				-1 089	-20 198
Résultat de l'activité ordinaire				783 029	332 989
Produits exceptionnels			2 281		7 434
Charges exceptionnelles			-12 460		-20 934
Résultat exceptionnel				-10 179	-13 500
Impôts sur revenu et bénéfices			19 382		32 013
Dont :					
Impôts différés		-			-
Autres impôts ne figurant pas sous les autres charges d'exploitation			7 767		-1 502
				27 149	30 511
Bénéfice de l'exercice				800 000	350 000
Report des bénéfices de l'exercice précédent				-	-
Prélèvements des réserves constituées sur le capital				-	-
Prélèvements des réserves sur bénéfices non distribués				-	-
a) Réserve légale			-		-
b) Autres réserves sur bénéfices non distribués			-		-
Dotation aux réserves sur bénéfices non distribués					-
a) Réserve légale			-		-
b) Autres réserves sur bénéfices non distribués			-200 000		-
				-200 000	-
Résultat de l'exercice				600 000	350 000

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.

III. – Rapport de certification du commissaire aux comptes indépendant

Note relative à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion

Opinions d'audit

Nous avons audité les comptes annuels de la Bayerische Landesbank, banque allemande de droit public à Munich, qui se composent du bilan annuel au 31 décembre 2024 et du compte de résultat pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ainsi que de l'annexe, comprenant la présentation des principes comptables et méthodes d'évaluation. Nous avons en outre audité le rapport de gestion de la Bayerische Landesbank, banque allemande de droit public, lequel est regroupé avec le rapport de gestion consolidé, pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Sur la base des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de l'audit,

- nous estimons que les comptes annuels satisfont à tous égards aux prescriptions commerciales légales allemandes en vigueur et qu'ils donnent, en tenant compte des principes allemands de comptabilité régulière, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 et
- que le rapport de gestion ci-joint donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation de la Société. Le rapport de gestion concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future.

Conformément au § 322, al. 3, phrase 1 HGB (Code de commerce allemand), nous déclarons que notre audit n'a conduit à aucune objection quant à la régularité des comptes annuels et du rapport de gestion.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons réalisé notre audit des comptes annuels et du rapport de gestion en conformité avec l'article 317 HGB et le règlement (UE) relatif aux contrôleurs légaux des comptes (n° 537/2014 ; ci-après « règlement (UE) n° 537/2014 ») et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW). Notre responsabilité au titre de ces prescriptions et principes est décrite plus en détail à la section « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » de notre rapport de certification. Conformément aux réglementations commerciales et professionnelles allemandes et européennes, nous sommes indépendants de l'entreprise, et avons acquitté nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences. Nous déclarons, en outre, conformément à l'article 10, al. 2, lettre f) du règlement (UE) n° 537/2014, n'avoir fourni aucun service autre que l'audit, interdit selon l'article 5, al. 1 du règlement (UE) n° 537/2014. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Éléments clés de l'audit dans l'audit des comptes annuels consolidés

Les éléments clés de l'audit sont les éléments que nous considérons, selon notre jugement professionnel, comme ayant été les plus significatifs dans notre audit des comptes annuels pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, ces éléments ont été pris en compte dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit ; nous n'émettons cependant aucune opinion d'audit distincte à leur sujet.

Nous estimons que les éléments les plus significatifs pour notre audit étaient les suivants :

1. – Provisions pour risques dans les opérations de crédits
2. – Provisions pour pensions
3. – Évaluation des parts dans la DKB

Nous avons structuré comme suit notre présentation des éléments clés de l'audit :

1. – Sujet et problématique
2. – Méthode de vérification et enseignements tirés
3. – Renvoi à des informations complémentaires

Nous présentons ci-après les éléments clés de l'audit :

1. – Provisions pour risques dans les opérations de crédits

1. Dans les comptes annuels de la Société, les créances sur clients s'élèvent à 76,6 milliards d'euros et les créances sur établissements de crédit à 37,0 milliards d'euros. Il existe, en outre, des passifs éventuels et autres obligations à hauteur de 32,0 milliards d'euros. Au 31 décembre 2024, il existe pour le portefeuille de crédits des provisions pour risques se composant de correctifs de valeurs individuels et forfaitaires resp. de provisions pour les opérations de crédit.

Le calcul des provisions pour risques dans les opérations de crédit est déterminé en particulier par la structure et la qualité des portefeuilles de crédit, par des facteurs d'influence macroéconomiques et par les estimations des représentants légaux concernant les pertes sur prêts à venir. Le montant des correctifs de valeurs individuels pour les créances correspond à la différence entre le montant du crédit encore dû et la plus faible valeur qui doit lui être appliquée à la date de clôture. Des correctifs de valeurs forfaitaires sont établis pour les risques de contrepartie prévisibles pour les opérations de crédit, mais qui ne se sont pas encore concrétisés pour des emprunteurs individuels. À cet effet, des correctifs de valeurs forfaitaires sont constitués pour les crédits ne faisant pas l'objet d'une correction de valeur individuelle à hauteur de la perte escomptée pour une période d'observation de douze mois, à moins que le risque de perte de crédit n'ait augmenté de manière significative depuis l'entrée. Dans ce cas, un correctif de valeur forfaitaire est constitué pour les pertes prévisibles sur la durée résiduelle du crédit concerné. Pour les engagements éventuels et autres obligations, des provisions sont constituées en tenant compte de la probabilité d'utilisation des opérations en question. Lors de la constitution des provisions pour risques, la Société a pris en compte des facteurs de risques dans le cadre d'un « post model adjustment », sauf s'ils étaient déjà compris dans les paramètres de calcul des modèles d'évaluation. Le « post model adjustment » se compose de créances ayant fait l'objet de correctifs de valeurs individuels et d'obligations hors bilan, notamment sur les emprunteurs de certains secteurs, qui permettent de prendre en compte les incertitudes accrues qui existent actuellement, notamment en raison des conditions macroéconomiques actuelles, afin de satisfaire suffisamment au principe de prudence.

Les provisions pour risques dans les opérations de crédits sont, d'une part, d'une grande importance en termes de montant pour la situation patrimoniale et des résultats de la Société et, d'autre part, impliquent de grandes marges d'appréciation des représentants légaux. Par ailleurs, les paramètres d'évaluation utilisés, accompagnés d'incertitudes notables, ont un impact important sur la formation ou le montant des provisions pour risques. Dans ce contexte, ce sujet a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit.

2. Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons dans un premier temps évalué l'adéquation de la conception des contrôles dans le système de contrôle interne pertinent de la Société en tenant compte de notre compréhension de l'organisation de l'entreprise, des systèmes informatiques mis en place et des méthodes d'évaluation utilisées et avons vérifié la fonctionnalité de ces contrôles. En outre, afin d'évaluer la provision pour risques constituée, nous avons apprécié les méthodes de calcul appliquées par la Société ainsi que les hypothèses et paramètres sous-jacents. Nous avons, par ailleurs, évalué les créances, y compris l'adéquation des valeurs estimées, sur la base d'échantillons d'engagements de crédit. Nous avons ici mis l'accent sur les financements immobiliers industriels et commerciaux. Pour ce faire, nous avons apprécié, entre autres, les documents dont dispose la Société sur la situation économique et la valeur des sûretés correspondantes. Dans le cas des sûretés immobilières pour lesquelles la Société nous a fourni des évaluations, nous avons acquis une compréhension des données de base sous-jacentes, des paramètres d'évaluation appliqués et des hypothèses formulées, nous les avons appréciés de manière critique et avons évalué si elles se situent dans une fourchette raisonnable. Nous avons examiné l'adéquation et la fonctionnalité des modèles utilisés pour la détermination des provisions pour risques et avons apprécié les hypothèses et paramètres sous-jacents. Nous avons examiné la nécessité de former des « post model adjustments » et évalué la prise en compte des incertitudes liées à l'environnement macroéconomique dans la constitution des post model adjustments. En outre, nous avons reconstitué la détermination des corrections de valeur forfaitaires (y compris les « post model adjustments »). Sur la base des procédures d'audit que nous avons effectuées, nous avons pu nous persuader dans l'ensemble du caractère raisonnable des hypothèses posées par les représentants légaux dans le cadre de leur vérification de la valeur du portefeuille de crédits ainsi que de l'adéquation et de l'efficacité des contrôles mis en place par la Société.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux provisions pour risques constituées se trouvent dans l'annexe des comptes annuels dans la section « Créances et dettes (portefeuilles non destinés à la négociation) » ainsi que dans le rapport de gestion, en particulier dans la section « Provisions pour risques et charges ».

2. – Provisions pour pensions

1. Il existe différents régimes d'avantages du personnel – avec des collaborateurs de la Société actifs, anciens et retraités – lesquels sont comptabilisés à la date de clôture du bilan au poste de bilan « Provisions pour pensions et obligations similaires » pour un montant total de 0,7 milliard d'euros. Ce montant résulte du solde du montant d'exécution légal commercial de toutes les obligations directes issues des régimes d'avantages de la Société et de la valeur actuelle des actifs de couverture. En ce qui concerne les obligations comptabilisées avec les actifs de couverture, le montant d'exécution légal commercial s'élève à 3,8 milliards d'euros et la valeur actuelle des actifs de couverture à 3,2 milliards d'euros. L'évaluation des obligations est effectuée sur la base d'expertises actuarielles mandatées par la Société selon la méthode des unités de crédit projetées (« projected unit credit method »). Pour ce faire, des hypothèses doivent être formulées notamment sur l'évolution à long terme des salaires et des retraites, la fluctuation, l'évolution des retraites dans le régime légal d'assurance retraite, l'inflation et la probabilité biométrique. En outre, les taux d'actualisation à la date de clôture du bilan, lesquels sont issus des taux d'intérêt déterminés et publiés par la Deutsche Bundesbank conformément à l'ordonnance relative à l'actualisation des provisions, ont été utilisés, en appliquant la règle de simplification conformément au § 253 al. 2, phrase 2 HGB. Les actifs de couverture sont évalués à leur juste valeur, ce qui implique des incertitudes d'estimation. Les hypothèses respectives sont déterminées par les représentants légaux de la Société.

De notre point de vue, ces éléments ont revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, car la comptabilisation et l'évaluation de ce poste significatif en termes de montant reposent dans une large mesure sur des estimations et des hypothèses formulées par les représentants légaux de la Société.

2. Dans le cadre de notre audit, nous avons, entre autres, apprécié les rapports d'expertises actuariels obtenus et la qualification professionnelle des experts externes. De plus, nous nous sommes notamment penchés sur les caractéristiques spécifiques des calculs actuariels et avons vérifié l'adéquation de la structure quantitative, des paramètres actuariels ainsi que des procédures d'évaluation sur lesquelles reposent les évaluations. Nous avons évalué les méthodes de déduction de l'évolution des tarifs, des carrières et des retraites. En outre, nous avons analysé et plausibilisé l'évolution de l'obligation et des composantes des charges conformément à l'expertise actuarielle, sur la base des modifications intervenues dans les paramètres d'évaluation et dans la structure quantitative. Nous avons examiné si les actifs détenus par le fiduciaire interentreprises Allianz Treuhand GmbH, à Stuttgart, remplissaient les conditions pour la comptabilisation en tant qu'actifs de couverture. Afin de vérifier la juste valeur des actifs de couverture des engagements de pension indirects, nous avons consulté et apprécié des justificatifs d'actifs. Nous avons tout d'abord vérifié l'existence des fonds spéciaux présents dans les actifs de couverture, en récupérant les justificatifs des positions et en rapprochant les positions. Sur cette base, nous avons, entre autres, reconstitué le calcul des provisions ainsi que la présentation dans le bilan annuel et l'annexe. Sur la base de nos procédures d'audit, nous avons pu nous persuader que les estimations et les hypothèses émises par les représentants légaux sont vérifiables.

3. Les informations de la Société relatives aux provisions pour pensions constituées se trouvent dans l'annexe des comptes annuels aux sections « Provisions » et « Provisions pour pensions et obligations similaires ».

3. – Évaluation des parts dans la DKB

1. Dans les comptes annuels de la Société, les parts, entre autres, dans la filiale Deutsche Kreditbank AG, Berlin (« DKB ») d'un montant de 3,6 milliards d'euros sont affectées au poste de bilan « Parts dans des entreprises liées ». L'évaluation commerciale légale des parts dans des entreprises liées dépend des coûts d'acquisition et de la valeur la plus basse. Les parts dans des entreprises liées sont évaluées comme des actifs immobilisés. En cas de dépréciation probablement durable, il est procédé à un amortissement sur la valeur la plus basse. La définition des valeurs se fait à partir des valeurs actuelles des futurs flux de trésorerie escomptés, qui résultent des plans prévisionnels établis par les représentants légaux, par le biais de modèles « discounted cashflow ». À cet égard, les attentes concernant l'évolution du marché à venir et les hypothèses sur l'évolution de facteurs d'influence macroéconomiques ont également été prises en compte. L'actualisation se fait au moyen du coût du capital de l'entreprise liée, lesquels sont déterminés individuellement. Le résultat de cette évaluation dépend en grande partie de la manière dont les représentants légaux évalueront les flux de trésorerie futurs, ainsi que des taux d'actualisation et de croissance utilisés. L'évaluation s'accompagne donc d'incertitudes notables. Dans ce contexte et en raison de la grande complexité de l'évaluation et du rôle capital pour la situation patrimoniale et des résultats de la Société, ce sujet revêtait une importance particulière dans le cadre de notre audit.

2. Dans le cadre de notre audit, nous avons entre autres reconstituer le procédé méthodique de la Société pour l'évaluation des parts dans la DKB. En particulier, nous avons examiné si les valeurs ont été correctement déterminées à une date de référence à partir d'un modèle de « discounted cashflow », en tenant compte des normes d'évaluation pertinentes. Pour ce faire, nous nous sommes notamment appuyés sur une comparaison entre les attentes du marché générales et celles spécifiques au secteur ainsi que sur des explications détaillées des représentants légaux au sujet des principaux générateurs de valeur, qui sont à la base des flux de trésorerie escomptés. Sachant que même des modifications relativement faibles du taux d'actualisation utilisé peuvent avoir un impact considérable sur la valeur, nous avons étudié de manière intensive les paramètres utilisés lors de la détermination du taux d'actualisation appliqué et avons reconstitué le schéma de calcul. Enfin, nous avons évalué si l'existence d'un éventuel besoin de correctif de valeur ou d'attribution a été déterminée correctement.

Les paramètres d'évaluation utilisés par les représentants légaux et les hypothèses d'évaluation appliquées sont, de notre point de vue et dans leur ensemble, en tenant compte des informations disponibles, adaptés pour procéder correctement à l'évaluation des parts dans la DKB.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives à l'inscription au bilan des parts dans la DKB se trouvent dans l'annexe des comptes annuels dans la section « Parts dans des entreprises liées » ainsi que dans le rapport de gestion, en particulier à la section « Informations relatives aux comptes annuels HGB de la BayernLB ».

Autres informations

Les représentants légaux sont responsables des autres informations.

Les autres informations comprennent

- le rapport non financier séparé pour la conformité avec les articles 289b à 289e HGB et les articles 315b à 315b HGB
- toutes les autres parties du rapport annuel – sans autres références à des informations externes –, à l'exception des comptes annuels audités, du rapport de gestion audité, ainsi que de notre rapport de certification

Notre opinion d'audit formulée sur les comptes annuels et le rapport de gestion ne s'étend pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou toute autre forme de conclusion d'audit à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations susmentionnées et d'évaluer si elles

- présentent des incohérences significatives avec les comptes annuels, les données du rapport de gestion dont le contenu a été audité et les connaissances que nous avons acquises lors de l'audit ou
- si elles semblent par ailleurs être présentées de façon inexacte.

Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance à l'égard des comptes annuels et du rapport de gestion

Les représentants légaux sont responsables de l'établissement des comptes annuels, lequel est conforme à tous égards aux prescriptions commerciales légales allemandes en vigueur, et il leur incombe que les comptes annuels donnent, en tenant compte des principes allemands de comptabilité régulière, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société. Par ailleurs, les représentants légaux sont responsables des contrôles internes qu'ils ont déterminés comme étant nécessaires, conformément aux principes allemands de comptabilité régulière, pour permettre

l'établissement de comptes annuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de manœuvres dolosives (c'est-à-dire de manipulations d'écritures comptables ou de détournements de fonds) ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, les représentants légaux sont chargés d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Ils sont, en outre, chargés de présenter, dès lors qu'ils sont pertinents, les éléments liés à la poursuite de l'exploitation. Il leur incombe, de plus, de comptabiliser sur la base du principe comptable de la continuité d'exploitation, à moins que cela ne soit incompatible avec des circonstances réelles ou juridiques.

Les représentants légaux sont, par ailleurs, responsables de l'établissement du rapport de gestion, qui donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation de la Société, concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. En outre, les représentants légaux sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont considérées comme étant nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion conformément aux prescriptions légales allemandes applicables et pour pouvoir fournir des pièces justificatives appropriées et suffisantes pour les assertions du rapport de gestion.

Le Conseil de surveillance est responsable du suivi du processus d'élaboration de l'information financière de la Société en vue de l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion.

Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion

Notre objectif est d'obtenir l'assurance suffisante que les comptes annuels dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de manœuvres dolosives ou d'erreurs, et que le rapport de gestion donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation de la Société, concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels ainsi qu'avec les conclusions auxquelles nous sommes parvenus à l'issue de nos travaux, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. Notre objectif est également d'établir un rapport de certification comprenant notre opinion d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Une assurance suffisante signifie un niveau élevé d'assurance, mais ne constitue en aucun cas une garantie qu'un audit réalisé conformément à l'article 317 HGB et au règlement (UE) n° 537/2014 et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) détectera nécessairement une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter de manœuvres dolosives ou d'erreurs et sont considérées comme étant significatives lorsqu'il est raisonnablement possible de s'attendre à ce qu'elles influencent, de manière individuelle ou globale, les décisions économiques prises par leurs destinataires sur la base des présents comptes annuels et du rapport de gestion.

Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives résultant manœuvres dolosives ou d'erreurs dans les comptes annuels et le rapport de gestion, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une manœuvre dolosive est plus élevé que le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une erreur, les manœuvres dolosives pouvant impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, des déclarations trompeuses ou le contournement des contrôles internes.
- nous nous attachons à bien comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit des comptes annuels et les dispositions et mesures pertinentes pour l'audit du rapport de gestion, afin de pouvoir ainsi planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité des contrôles internes de la Société ou de ces dispositions et mesures.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par les représentants légaux ainsi que le caractère raisonnable des valeurs estimées présentées par les représentants légaux et, par là même, des données y afférentes.
- nous tirons des conclusions quant au caractère approprié du principe comptable de la continuité d'exploitation appliqué par les représentants légaux ainsi que quant à l'existence d'une incertitude importante, sur la base des éléments d'audit probants obtenus, liée à des événements ou des circonstances qui pourraient susciter des doutes importants quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous parvenons à la conclusion qu'il existe une incertitude importante, nous sommes alors tenus, dans le rapport de certification, d'attirer l'attention sur les indications y afférentes dans les comptes annuels et dans le rapport de gestion, ou, si ces données sont inappropriées, de modifier notre opinion d'audit. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments d'audit probants obtenus par nos soins jusqu'à la date de notre rapport de certification. Des événements ou des circonstances futurs peuvent néanmoins conduire à ce que la Société ne soit plus en mesure de poursuivre ses activités.
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur ensemble, y compris les données, et si les comptes annuels présentent les opérations et les événements sous-jacents de manière telle qu'ils donnent, en tenant compte des principes allemands de comptabilité régulière, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société.

- nous évaluons la concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels, sa conformité avec les lois et l'image qu'il donne de la situation de la Société.
- nous mettons en œuvre des procédures d'audit relatives aux données prospectives présentées par les représentants légaux dans le rapport de gestion. Ce faisant, sur la base d'éléments d'audit probants appropriés et suffisants, nous examinons notamment les hypothèses significatives sur lesquelles les données prospectives des représentants légaux sont fondées et évaluons si la déduction des données prospectives à partir de ces hypothèses est appropriée. Nous ne fournissons aucune opinion d'audit distincte sur les données prospectives ni sur les hypothèses sur lesquelles elles sont fondées. Il existe un risque important et inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des données prospectives.

Nous discutons avec les responsables de la surveillance, notamment de l'étendue et du calendrier prévus pour l'audit ainsi que des constatations importantes de l'audit, y compris des éventuelles lacunes significatives dans les contrôles internes que nous identifions au cours de notre audit.

Nous faisons une déclaration aux responsables de la surveillance dans laquelle nous indiquons que nous avons respecté les exigences pertinentes en matière d'indépendance, et discutons avec eux de toutes les relations et autres faits raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance, et, le cas échéant, des actions entreprises ou des mesures de protection prises pour remédier aux menaces pesant sur l'indépendance.

Parmi les éléments que nous avons abordés avec les responsables de la surveillance, nous déterminons ceux qui ont été les plus significatifs dans l'audit des comptes annuels pour la période sous revue et qui constituent, par conséquent, les éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans le rapport de certification, à moins que des lois ou d'autres dispositions légales n'excluent la divulgation de ces éléments.

Autres exigences légales et juridiques

Note relative à l'audit des reproductions électroniques réalisées à des fins de publication des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 317, al. 3a HGB (Code de commerce allemand)

Opinion d'audit

Nous avons réalisé un audit, conformément à l'article 317, al. 3a HGB, avec une assurance suffisante afin de vérifier si les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion (ci-après également nommées « documents ESEF ») contenues dans le fichier « BayernLB_JA+LB_ESEF-2024-12-31.zip » et établies à des fins de publication correspondent à tous les égards aux directives de l'article 328, al. 1 HGB relatives au format de rapport électronique (« format ESEF »). Conformément aux prescriptions légales allemandes, le présent audit se limite au transfert des informations des comptes annuels et du rapport de gestion vers le format ESEF et ne concerne donc pas les informations contenues dans les reproductions, ni d'autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

Selon notre évaluation, les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier susmentionné et établies à des fins de publication respectent à tous les égards les prescriptions de l'article 328, al. 1 HGB relatives au format de rapport électronique. Au-delà de la présente opinion d'audit ainsi que de nos opinions d'audit contenues dans la « Note relative à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » ci-dessus concernant les comptes annuels ci-joints et le rapport de gestion ci-joint pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, nous n'émettons aucune opinion d'audit relative aux informations contenues dans les reproductions, ni aux autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

Base de l'opinion d'audit

Nous avons réalisé notre audit des reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier susmentionné conformément au § 317, al. 3a HGB et conformément aux normes d'audit IDW : audit des reproductions électroniques des comptes annuels et rapports de gestion établies à des fins de publication selon l'article 317, al. 3a HGB (IDW PS 410 (06.2022)) et l'« International Standard on Assurance Engagements 3000 (Revised) ». Notre responsabilité à cet égard est détaillée dans la section « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des documents ESEF ». Notre cabinet d'audit a appliqué les exigences du système de gestion de la qualité de la norme de management de la qualité IDW : exigences relatives à la gestion de la qualité au sein du cabinet d'audit (IDW QMS 1 (09.2022)).

Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance concernant les documents ESEF

Les représentants légaux de la Société sont responsables de l'établissement des documents ESEF avec les reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 328, al. 1, phrase 4, n° 1 HGB.

Par ailleurs, les représentants légaux de la Société sont responsables des contrôles internes qu'ils jugent nécessaires pour permettre l'établissement des documents ESEF qui sont exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – vis-à-vis des prescriptions du § 328, al. 1 HGB relatives au format de rapport électronique.

Le Conseil de surveillance est responsable de la surveillance du processus d'établissement des documents ESEF, dans le cadre du processus de présentation des informations comptables.

Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des documents ESEF

Notre objectif est d'obtenir une assurance suffisante que les documents ESEF sont exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – vis-à-vis des exigences de l'article 328, al. 1 HGB. Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'infractions significatives – intentionnelles ou non – vis-à-vis des exigences de l'article 328, al. 1 HGB, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit.
- nous nous attachons à bien comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit des documents ESEF, afin de pouvoir ainsi planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances données, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité de ces contrôles.
- nous évaluons la validité technique des documents ESEF, c.-à-d. si le fichier qui contient les documents ESEF répond aux dispositions du règlement délégué (UE) 2019/815 dans sa version valable à la date de clôture, concernant les spécifications techniques pour ce fichier.
- nous évaluons si les documents ESEF permettent une reproduction XHTML du contenu des comptes consolidés audités et du rapport de gestion audité.

Autres données conformément à l'article 10 du règlement (UE) no 537/2014

Nous avons été nommés commissaires aux comptes par l'Assemblée générale du 11 avril 2024. Nous avons été mandatés le 15 mai 2024 par le Conseil de surveillance. Nous opérons de manière ininterrompue depuis l'exercice 2019 en tant que commissaires aux comptes de la Bayerische Landesbank, banque allemande de droit public, à Munich.

Nous déclarons que les opinions d'audit contenues dans le présent rapport de certification concordent avec le rapport supplémentaire remis au Comité d'audit, conformément à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014 (rapport de contrôle).

Indication d'un autre fait – Utilisation du rapport de certification

Notre rapport de certification doit toujours être lu en relation avec les comptes annuels audités et le rapport de gestion audité, ainsi que les documents ESEF audités. Les comptes annuels et le rapport de gestion transférés au format ESEF – y compris les versions à déposer dans le Registre des entreprises – ne sont que des reproductions électroniques des comptes annuels audités et du rapport de gestion audité et ne sauraient les remplacer. En particulier, la « Note relative à l'audit des reproductions électroniques réalisées à des fins de publication des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 317, al. 3a HGB (Code de commerce allemand) » et notre opinion d'audit qu'elle contient ne sont utilisables qu'en lien avec les documents ESEF audités, mis à disposition au format électronique.

Commissaire aux comptes responsable

Le commissaire aux comptes responsable de l'audit est Axel Menge.

Munich, le 26 mars 2025

PricewaterhouseCoopers GmbH
Cabinet d'expertise comptable

Axel Menge
Commissaire aux comptes

Daniel Benzing
Commissaire aux comptes

B. – Comptes consolidés au 31 décembre 2024**I. – Bilan**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse et banques centrales	(7, 39)	2 301	1 858
Prêts et créances sur les établissements de crédit	(8, 40)	52 182	69 312
Prêts et créances sur la clientèle	(8, 41)	181 750	171 069
Provisions pour risques	(9, 42)	-1 539	-1 262
Ajustement des couvertures de portefeuille à l'actif	(10)	-2 526	-3 216
Actifs de transaction	(11, 43)	13 381	12 261
Valeurs de marché positives d'instruments financiers dérivés de couverture (hedge accounting)	(12, 44)	131	168
Immobilisations financières	(13, 45)	17 007	18 065
Immeubles de placement	(14, 46)	19	20
Immobilisations corporelles	(14, 47)	315	351
Immobilisations incorporelles	(15, 48)	300	266
Actifs d'impôts courants sur les bénéfices	(15, 49)	184	135
Actifs d'impôts différés sur les bénéfices	(15, 49)	633	705
Actifs non courants détenus en vue de la vente ou groupes destinés à être cédés	(16)	65	32
Autres actifs	(17, 51)	3 545	3 600
Total actifs		267 747	273 364

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	(18, 52)	51 140	51 925
Dettes envers la clientèle	(18, 53)	136 408	143 309
Dettes représentées par un titre	(18, 54)	52 495	50 195
Passifs de transaction	(19, 55)	6 895	8 156
Valeurs de marché négatives d'instruments financiers dérivés de couverture (hedge accounting)	(20, 56)	240	202
Provisions	(21, 57)	1 351	1 162
Passifs d'impôts courants sur les bénéfices	(25, 58)	92	203
Dettes de groupes destinés à être cédés	(22)	1	–
Autres passifs	(23, 59)	784	767
Capital subordonné	(60)	2 847	2 812
Capitaux propres	(61)	15 493	14 633
Capital propre sans apports extérieurs		15 493	14 621
Capital souscrit		3 412	3 412
Réserves constituées sur le capital		2 182	2 182
Réserves sur bénéfices non distribués		9 346	8 792
Réserves de réévaluation		-49	-117
Réserves de conversion		2	2
Résultat de l'exercice		600	350
Intérêts minoritaires		–	12
Total passifs		267 747	273 364

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.

II. – Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023
Produit d'intérêts		11 728	10 674
Produits d'intérêts d'instruments financiers déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif		7 678	7 115
Produits d'intérêts – Divers		4 050	3 559
Charges d'intérêts		-9 008	-7 755
Charges d'intérêts d'instruments financiers déterminées selon la méthode du taux d'intérêt effectif		-5 206	-4 491
Charges d'intérêts – Divers		-3 802	-3 264
Produit net d'intérêts	(27)	2 720	2 919
Provisions pour risques	(28)	-491	-180
Revenu net d'intérêts après provisionnement pour risques		2 229	2 740
Produit de commissions		955	933
Charges de commissions		-424	-461
Produit net des commissions	(29)	531	473
Résultat d'évaluation à la juste valeur	(30)	360	226
Résultat des opérations de couverture (hedge accounting)	(31)	62	-46
Résultat d'actifs financiers décomptabilisés	(32)	-5	-102
Résultat des placements financiers	(33)	-33	-71
Charges générales d'exploitation	(34)	-1 602	-1 617
Charges liées à la taxe bancaire et à la garantie des dépôts	(35)	-51	-128
Résultat des autres produits/charges d'exploitation	(36)	134	59
Résultat de restructuration	(37)	-48	-92
Résultat avant impôts		1 579	1 441
Impôt sur les bénéfices	(38)	-351	-271
Résultat après impôts		1 228	1 170
Part du résultat des intérêts minoritaires		-	-4
Résultat consolidé		1 228	1 165

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.

III. – Compte des flux de trésorerie pour le Groupe

(En millions d'euros.)	01/01-31/12/2024	01/01-31/12/2023
Résultat après impôts	1 228	1 170
Postes non décaissables compris dans le bénéfice de l'exercice et transfert au cash-flow sur les produits de l'activité d'exploitation		
Amortissements, corrections de valeur et plus-values sur créances et actifs immobilisés	676	405
Variation des provisions	367	183
Variation d'autres postes non décaissables	-367	-266
Gain/perte résultant de la vente d'actifs immobilisés	-21	3
Autres ajustements (pour solde)	-2 618	-2 834
Résultat intermédiaire	-736	-1 339
Variation du patrimoine et des engagements résultant de l'activité d'exploitation bancaire		
Créances		
Sur les établissements de crédit	17 236	-7 942
Sur la clientèle	-11 171	-6 688
Provisions pour risques	-289	-270
Portefeuille des titres (sauf investissements financiers) et des instruments dérivés	-943	-3 102
Autres actifs issus de l'activité d'exploitation bancaire	46	852
Dettes		

Envers les établissements de crédit	-811	-9 029
Envers la clientèle	-6 950	20 045
Dettes représentées par un titre	1 872	4 645
Autres passifs issus de l'activité d'exploitation bancaire	-127	-1
Flux de trésorerie liés aux instruments de couverture dérivés	138	-264
Intérêts et dividendes perçus	22 062	19 681
Intérêts versés	-19 211	-16 849
Impôts sur les bénéfices	-233	2
Cash-flow de l'activité d'exploitation bancaire	884	-259
Encaissements résultant de la vente		
D'immobilisations financières	55	3
Immobilisations corporelles	2	5
Décaissements pour l'achat		
D'immobilisations financières	-1	-6
Immobilisations corporelles	-24	-18
Immobilisations incorporelles	-100	-110
Cash-flow de l'activité d'investissement	-68	-126
Décaissements résultant de versements aux propriétaires d'entreprise et aux associés minoritaires	-350	-228
Encaissements résultant de l'émission de capital subordonné	1	819
Décaissements issus du remboursement de capital subordonné	-3	-481
Cash-flow de l'activité de financement	-352	110
Encours de moyens de paiement à la fin de la période précédente	1 858	2 151
+/- Cash-flow de l'activité d'exploitation bancaire	884	-259
+/- Cash-flow de l'activité d'investissement	-68	-126
+/- Cash-flow de l'activité de financement	-352	110
Variations de l'encours de moyens de paiement liées aux cours de change, au périmètre de consolidation et à l'évaluation	-21	-18
Encours de moyens de paiement à la fin de la période de référence	2 301	1 858

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.

Des informations concernant les postes de compte de flux de trésorerie sont données dans Note (72).

IV. – Etat du résultat global

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023
Résultat après impôts selon le compte de résultat		1 228	1 170
Éléments ayant un effet temporairement neutre sur le compte de résultat de l'autre résultat global			
Variations de la réserve de réévaluation, qui comprend les résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».	(61)	87	260
Variation hors impôts différés		110	337
Variation de valeur		207	577
Variation d'encours suite à la réalisation de bénéfices ou de pertes		-97	-240
Variation des impôts différés		-22	-77
Variations de la réserve de réévaluation, qui comprend les variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaie étrangère	(61)	-2	1
Variation hors impôts différés		-5	1
Variation de valeur		-5	-4
Variation d'encours suite à la réalisation de bénéfices ou de pertes		-	5
Variation des impôts latents		3	-
Variation pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	(61)	-1	1
Variation hors impôts différés		-1	1
Variation de valeur		-1	1
Variation d'encours suite à la réalisation de bénéfices ou de pertes		-	-
Variation des impôts latents		-	-
Éléments ayant un effet durablement neutre sur le compte de résultat de l'autre résultat global			
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option » comptabilisées sans effet sur le résultat	(61)	-16	15
Variation hors impôts différés		-26	22

Variation de la réserve de réévaluation pour variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option »		-27	21
Variation des résultats non distribués pour variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option »		1	1
Variation des impôts différés		11	-7
Variation résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	(61)	-95	-121
Variation hors impôts différés		-111	-169
Variation de valeur		-111	-169
Variation des impôts différés		16	48
Autre résultat global après impôts		-27	156
Total des éléments du résultat global comptabilisé avec et sans effet sur le résultat		1 201	1 326
Attribuable			
Aux détenteurs de capital BayernLB		1 201	1 322
Aux intérêts minoritaires		-	4

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.

V. – Etat des variations de capitaux propres

(En millions d'euros.)	Société mère			
	Capital souscrit	Réserves constituées sur le capital	Réserves sur bénéfices non distribués	Réserve de réévaluation
Situation au 31/12/2022	3 412	2 182	8 101	-392
Ajustements selon IAS 8	-	-	-	-
Situation au 01/01/2023	3 412	2 182	8 101	-392
Variations de la réserve de réévaluation				
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux de tiers – FVOCIM (1)	-	-	-	260
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit – FVPLD (FVO) (2)	-	-	1	14
Variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaies étrangères	-	-	-	1
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	-	-	-	-
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	-	-	-121	-
Autre résultat global	-	-	-120	275
Résultat consolidé	-	-	-	-
Total du résultat consolidé global	-	-	-120	275
Augmentations/réductions du capital	-	-	-	-
Modifications du périmètre de consolidation et autres	-	-	-5	-
Dotations aux/prélèvements sur les réserves	-	-	815	-
Distribution de bénéfice	-	-	-	-
Situation au 31/12/2023	3 412	2 182	8 792	-117

(1) Réserve de réévaluation – Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(2) Réserve de réévaluation – Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option », comptabilisées sans effet sur le résultat ; ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.

(En millions d'euros.)	Société mère			Intérêts minoritaires	Capitaux propres – part du Groupe
	Réserve résultant de la conversion des monnaies étrangères	Résultat consolidé	Capitaux propres avant intérêts minoritaires		
Situation au 31/12/2022	1	225	13 529	11	13 540
Ajustements selon IAS 8	-	-	-	-	-
Situation au 01/01/2023	1	225	13 529	11	13 540
Variations de la réserve de réévaluation					
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux de tiers – FVOCIM (1)	-	-	260	-	260
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit – FVPLD (FVO) (2)	-	-	15	-	15
Variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaies étrangères	-	-	1	-	1
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	1	-	1	-	1
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	-	-	-121	-	-121

Autre résultat global	1	—	156	—	156
Résultat consolidé	—	1 165	1 165	4	1 170
Total du résultat consolidé global	1	1 165	1 322	4	1 326
Augmentations/réductions du capital	—	—	—	—	—
Modifications du périmètre de consolidation et autres	—	—	-5	—	-5
Dotations aux/prélèvements sur les réserves	—	-815	—	—	—
Distribution de bénéfice	—	-225	-225	-3	-228
Situation au 31/12/2023	2	350	14 621	12	14 633

(1) Réserve de réévaluation – Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(2) Réserve de réévaluation – Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option », comptabilisées sans effet sur le résultat ; ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.

(En millions d'euros.)	Société mère			
	Capital souscrit	Réserves constituées sur le capital	Réserves sur bénéfices non distribués	Réserve de réévaluation
Situation au 31/12/2023	3 412	2 182	8 792	-117
Ajustements selon IAS 8				
Situation au 01/01/2024	3 412	2 182	8 792	-117
Variations de la réserve de réévaluation				
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux de tiers – FVOCIM (1)	—	—	—	87
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit – FVPLD (FVO) (2)	—	—	1	-17
Variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaies étrangères	—	—	—	-2
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	—	—	—	—
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	—	—	-95	—
Autre résultat global	—	—	-94	68
Résultat consolidé	—	—	—	—
Total du résultat consolidé global	—	—	-94	68
Augmentations/ réductions du capital	—	—	—	—
Modifications du périmètre de consolidation et autres	—	—	21	—
Dotations aux/prélèvements sur les réserves	—	—	1 328	—
Distribution de bénéfice	—	—	—	—
Situation au 31/12/2024	3 412	2 182	10 047	-49

(1) Réserve de réévaluation – Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».

(2) Réserve de réévaluation – Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option », comptabilisées sans effet sur le résultat ; ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.

(En millions d'euros.)	Société mère			Intérêts minoritaires	Capitaux propres – part du Groupe
	Réserve résultant de la conversion des monnaies étrangères	Résultat consolidé	Capitaux propres avant intérêts minoritaires		
Situation au 31/12/2023	2	350	14 621	12	14 633
Ajustements selon IAS 8					
Situation au 01/01/2024	2	350	14 621	12	14 633
Variations de la réserve de réévaluation					
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux de tiers – FVOCIM (1)	—	—	87	—	87
Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit – FVPLD (FVO) (2)	—	—	-16	—	-16
Variations de la juste valeur des swaps de devises résultant des fluctuations du spread relatif au risque de base des opérations en monnaies étrangères	—	—	-2	—	-2
Variations pour effets des variations des cours des monnaies étrangères	-1	—	-1	—	-1
Variations résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	—	—	-95	—	-95
Autre résultat global	-1	—	-27	—	-27
Résultat consolidé	—	1 228	1 228	—	1 228
Total du résultat consolidé global	-1	1 228	1 201	—	1 201
Augmentations/ réductions du capital	—	—	—	—	—
Modifications du périmètre de consolidation et autres	—	—	21	-12	9
Dotations aux/prélèvements sur les réserves	—	-1 328	—	—	—
Distribution de bénéfice	—	-350	-350	—	-350

Situation au 31/12/2024	2	-101	15 493	-	15 493
(1) Réserve de réévaluation – Résultats de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers de la catégorie « Financial Assets mandatorily measured at Fair Value through Other Comprehensive Income ».					
(2) Réserve de réévaluation – Variations de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit de la catégorie « Fair Value Option », comptabilisées sans effet sur le résultat ; ainsi que reclassements des variations réalisées de la juste valeur des passifs financiers induites par la qualité du crédit en résultats non distribués.					

Pour des raisons comptables, le tableau peut inclure des chiffres arrondis.
Des informations concernant les capitaux propres sont données dans Note (61).

VI. – Rapport de certification du commissaire aux comptes indépendant

Note relative à l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé

Opinions d'audit

Nous avons audité les comptes consolidés de la Bayerische Landesbank, banque allemande de droit public, Munich, et de ses filiales (le Groupe), qui se composent du bilan consolidé au 31 décembre 2024, du compte de résultat consolidé, de l'état du résultat global, de l'état des variations des capitaux propres et du compte des flux de trésorerie du Groupe pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ainsi que de l'annexe consolidée (Notes), comprenant des informations essentielles sur les méthodes comptables. Nous avons en outre audité le rapport de gestion consolidé de la Bayerische Landesbank, banque allemande de droit public, lequel est regroupé avec le rapport de gestion de la Société, pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Sur la base des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de l'audit,

- les comptes consolidés ci-joints sont conformes à tous les égards importants aux normes comptables IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) (ci-après les « Normes comptables IFRS ») dans ses modalités d'application en vigueur dans l'Union européenne, ainsi qu'aux prescriptions légales allemandes s'appliquant à titre complémentaire conformément à l'article 315e al. 1 HGB (Code de commerce allemand) et donnent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière du Groupe au 31 décembre 2024 et de ses résultats pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 en respectant ces principes et
- le rapport de gestion consolidé ci-joint donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation du Groupe. Le rapport de gestion consolidé concorde à tous égards avec les comptes consolidés, il est conforme aux dispositions légales allemandes et présente de manière exacte les risques et opportunités de l'évolution future.

Conformément à l'article 322, al. 3, phrase 1 HGB, nous déclarons que notre audit n'a conduit à aucune objection quant à la régularité des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons réalisé notre audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé en conformité avec l'article 317 HGB et le règlement (UE) relatif aux contrôleurs légaux des comptes (n° 537/2014 ; ci-après « règlement (UE) n°537/2014 ») et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW). Notre responsabilité au titre de ces prescriptions et principes est décrite plus en détail à la section « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé » de notre rapport de certification. Conformément aux réglementations commerciales et professionnelles allemandes et européennes, nous sommes indépendants des entreprises du groupe, et avons acquitté nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences. Nous déclarons, en outre, conformément à l'article 10, al. 2, lettre f) du règlement (UE) n°537/2014, n'avoir fourni aucun service autre que l'audit que l'article 5, al. 1 du règlement (UE) n°537/2014 interdit. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion d'audit sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé.

Éléments clés de l'audit dans l'audit des comptes annuels consolidés

Les éléments clés de l'audit sont les éléments que nous considérons, selon notre jugement professionnel, comme ayant été les plus significatifs dans notre audit des comptes consolidés pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, ces éléments ont été pris en compte dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit ; nous n'émettons cependant aucune opinion d'audit distincte à leur sujet.

Nous estimons que les éléments les plus significatifs pour notre audit étaient les suivants :

1. – Correctifs de valeur dans les opérations de crédit
2. – Provisions pour pensions

Nous avons structuré comme suit notre présentation des éléments clés de l'audit :

1. – Sujet et problématique
2. – Méthode de vérification et enseignements tirés
3. – Renvoi à des informations complémentaires

Nous présentons ci-après les éléments clés de l'audit :

1. – Correctifs de valeur dans les opérations de crédit

1. Dans les comptes annuels consolidés de la Société, les créances sur clients s'élèvent à 181,8 milliards d'euros et les créances sur établissements de crédit à 52,2 milliards d'euros. Les correctifs de valeurs constitués pour les créances figurent dans un poste du bilan distinct et s'élèvent à 1 539 millions d'euros. Il existe, en outre, des garanties financières et des accords de crédit irrévocables et révocables ainsi que d'autres passifs éventuels à hauteur de 60,9 milliards d'euros pour lesquels sont comptabilisés des correctifs de valeurs sous la forme de provisions à hauteur de 113 millions d'euros. Le calcul des correctifs de valeur dans les opérations de crédit est déterminé en particulier par la structure et la qualité des portefeuilles de crédit, par des facteurs d'influence macroéconomiques et par les estimations des représentants légaux concernant les pertes sur prêts à venir. Le Groupe détermine les correctifs de valeurs conformément aux dispositions applicables de la norme IFRS 9 en utilisant un modèle en trois étapes (aussi appelées catégories) basé sur le système de pertes de crédit attendues. Des méthodes mathématiques-statistiques sont parfois utilisées. Le calcul des pertes de crédit attendues est, notamment, déterminé par les estimations des représentants légaux en ce qui concerne l'affectation dans une catégorie ainsi que par certains paramètres tels que la probabilité de défaut et le taux de perte au moment du défaut ainsi que – en cas de catégorie 3 – par des estimations des flux de trésorerie futurs, en tenant compte des sûretés existantes. Lors de la constitution des correctifs de valeurs, la Société a pris en compte des facteurs de risques dans le cadre d'un « post model adjustment », sauf s'ils étaient déjà compris dans les paramètres de calcul des modèles d'évaluation. Le « post model adjustment » se compose de créances non dépréciées individuellement, de garanties financières et d'accords de crédits et d'autres passifs éventuels, notamment sur des emprunteurs de certains secteurs, lesquels permettent de prendre en compte les incertitudes accrues qui existent actuellement, notamment en raison des conditions macroéconomiques actuelles.

Les correctifs de valeurs dans les opérations de crédits sont, d'une part, d'une grande importance en termes de montant pour la situation patrimoniale et des résultats du Groupe et, d'autre part, impliquent de grandes marges d'appréciation des représentants légaux. Par ailleurs, les paramètres d'évaluation utilisés, accompagnés d'incertitudes notables, ont un impact important sur la formation resp. le montant de correctifs de valeurs éventuellement nécessaires. Dans ce contexte, ce sujet a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit.

2. Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons dans un premier temps évalué l'adéquation de la conception des contrôles dans le système de contrôle interne pertinent du Groupe en tenant compte de notre compréhension de l'organisation de l'entreprise, des systèmes informatiques mis en place et des méthodes d'évaluation utilisées et avons vérifié la fonctionnalité de ces contrôles. En outre, afin d'évaluer les correctifs de valeurs constitués, nous avons apprécié les méthodes de calcul appliquées par le Groupe ainsi que les hypothèses et paramètres sous-jacents. Nous avons, par ailleurs, évalué les créances, y compris l'adéquation des valeurs estimées, sur la base d'échantillons d'engagements de crédit. Nous avons ici mis l'accent sur les financements immobiliers industriels et commerciaux. Pour ce faire, nous avons apprécié, entre autres, les documents dont dispose le Groupe sur la situation économique et la valeur des sûretés correspondantes. Dans le cas des sûretés immobilières pour lesquelles le Groupe nous a fourni des évaluations, nous avons acquis une compréhension des données de base sous-jacentes, des paramètres d'évaluation appliqués et des hypothèses formulées, nous les avons appréciés de manière critique et avons évalué si elles se situent dans une fourchette raisonnable. Nous avons examiné l'adéquation et la fonctionnalité des modèles utilisés pour la détermination des correctifs de valeur et avons apprécié les hypothèses et paramètres sous-jacents. Nous avons examiné la nécessité de former des « post model adjustments » et évalué la prise en compte des incertitudes liées à l'environnement macroéconomique dans la constitution des post model adjustments. En outre, nous avons reconstitué la détermination des corrections de valeur (y compris les « post model adjustments »). Sur la base des procédures d'audit que nous avons effectuées, nous avons pu nous persuader dans l'ensemble du caractère raisonnable des hypothèses posées par les représentants légaux dans le cadre de leur vérification de la valeur du portefeuille de crédits ainsi que de l'adéquation et de l'efficacité des contrôles mis en place par le Groupe.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux correctifs de valeurs constitués figurent dans les comptes consolidés, en particulier dans les sections (6), (9), (28), (42), (57) et (75) de l'annexe consolidée (Notes).

2. – Provisions pour pensions

1. Il existe différents régimes d'avantages du personnel – avec des collaborateurs actifs, anciens et retraités du Groupe – lesquels sont comptabilisés à la date de clôture du bilan au poste de bilan « Provisions » pour un montant total de 0,5 milliard d'euros. Les provisions pour pensions se composent d'obligations issues des régimes d'avantages du personnel à prestations définies pour un montant de 3,7 milliards d'euros et d'actifs du régime pour un montant de 3,4 milliards d'euros. En outre, une valeur d'actifs issue de régimes à prestations définies est comptabilisée pour un montant de 0,2 milliard d'euros. L'évaluation des obligations issues des régimes d'avantages du personnel à prestations définies s'effectue sur la base d'expertises actuarielles mandatées par le Groupe selon la méthode des unités de crédit projetées (« projected

unit credit method »). Pour ce faire, des hypothèses doivent être formulées notamment sur l'évolution à long terme des salaires et des retraites, la fluctuation, l'évolution des retraites dans le régime légal d'assurance retraite, l'inflation et la probabilité biométrique. Le taux d'actualisation doit être dérivé des rendements d'obligations d'entreprises de haute qualité ayant des échéances comparables et la même monnaie. Des extrapolations régulières doivent être effectuées à cet égard, étant donné qu'il n'existe pas d'obligations d'entreprises suffisantes à long terme. Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur, ce qui implique des incertitudes d'estimation. Les hypothèses respectives sont déterminées par les représentants légaux.

De notre point de vue, ces éléments ont revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, car la comptabilisation et l'évaluation de ce poste significatif en termes de montant reposent dans une large mesure sur des estimations et des hypothèses formulées par les représentants légaux de la Société.

2. Dans le cadre de notre audit, nous avons, entre autres, apprécié les rapports d'expertises actuariels obtenus et la qualification professionnelle des experts externes. De plus, nous nous sommes notamment penchés sur les caractéristiques spécifiques des calculs actuariels et avons vérifié l'adéquation de la structure quantitative, des paramètres actuariels ainsi que des procédures d'évaluation sur lesquelles reposent les évaluations. Nous avons évalué la procédure de déduction des intérêts et les méthodes de déduction de l'évolution des tarifs, des carrières et des retraites. En outre, nous avons analysé et plausibilisé l'évolution de l'obligation et des composantes des charges conformément à l'expertise actuarielle, sur la base des modifications intervenues dans les paramètres d'évaluation et dans la structure quantitative. Nous avons examiné si les actifs détenus par Allianz Treuhand GmbH, à Stuttgart, remplissaient les conditions pour la comptabilisation en tant qu'actifs du régime. Afin de vérifier la juste valeur des actifs du régime, nous avons consulté et apprécié des justificatifs d'actifs. Nous avons tout d'abord vérifié l'existence des fonds spéciaux présents dans les actifs du régime, en récupérant les justificatifs des positions et en rapprochant les positions. Sur cette base, nous avons, entre autres, reconstitué le calcul des provisions ainsi que la présentation dans le bilan consolidé et l'annexe consolidée (Notes). Sur la base de nos procédures d'audit, nous avons pu nous persuader que les estimations et les hypothèses émises par les représentants légaux sont vérifiables.

3. Les informations fournies par les représentants légaux de la Société relatives aux provisions pour pensions constituées figurent dans les comptes consolidés, en particulier dans les sections (21) et (57) de l'annexe consolidée (Notes).

Autres informations

Les représentants légaux sont responsables des autres informations.

Les autres informations comprennent

- le rapport non financier séparé pour la conformité avec les articles 289b à 289e HGB et les articles 315b à 315b HGB
- toutes les autres parties du rapport annuel – sans autres références à des informations externes –, à l'exception des comptes consolidés audités, du rapport de gestion consolidé audité, ainsi que de notre rapport de certification

Notre opinion d'audit formulée sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé ne s'étend pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou toute autre forme de conclusion d'audit à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations susmentionnées et d'évaluer si elles

- présentent des incohérences significatives avec les comptes consolidés, les données du rapport de gestion consolidé dont le contenu a été audité et les connaissances que nous avons acquises lors de l'audit ou
- si elles semblent par ailleurs être présentées de façon inexacte.

Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance à l'égard des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé

Les représentants légaux sont responsables de la conformité à tous les égards importants de l'établissement des comptes consolidés avec les normes comptables IFRS dans ses modalités d'application en vigueur dans l'Union européenne, les prescriptions légales allemandes s'appliquant à titre complémentaire conformément à l'article 315^e al. 1 HGB, et doivent s'assurer que les comptes consolidés donnent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière du Groupe et de ses résultats en respectant ces principes. Par ailleurs, les représentants légaux sont responsables des contrôles internes qu'ils ont déterminés comme étant nécessaires, pour permettre l'établissement de comptes annuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de manœuvres dolosives (c'est-à-dire de manipulations d'écritures comptables ou de détournements de fonds) ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les représentants légaux sont chargés d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Ils sont, en outre, chargés de présenter, dès lors qu'ils sont pertinents, les éléments liés à la poursuite de l'exploitation. Ils sont, en outre, responsables de la comptabilité sur la base du principe comptable de continuité d'exploitation, à moins qu'il ne soit prévu de liquider le Groupe ou d'arrêter ses activités ou qu'il n'y ait aucune alternative viable.

Les représentants légaux sont, par ailleurs, responsables de l'établissement du rapport de gestion consolidé, qui donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation du Groupe, concorde à tous les égards importants avec les comptes consolidés, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. En outre, les représentants légaux sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont considérées comme étant nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion consolidé conformément aux prescriptions légales allemandes applicables et pour pouvoir fournir des pièces justificatives appropriées et suffisantes pour les assertions du rapport de gestion consolidé.

Le Conseil de surveillance est responsable du suivi du processus d'élaboration de l'information financière du Groupe en vue de l'établissement des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé.

Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé

Notre objectif est d'obtenir l'assurance suffisante que les comptes annuels consolidés dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de manœuvres dolosives ou d'erreurs, et que le rapport de gestion consolidé donne, dans son ensemble, une image fidèle de la situation du Groupe, concorde à tous les égards importants avec les comptes annuels consolidés ainsi qu'avec les conclusions auxquelles nous sommes parvenus à l'issue de nos travaux, est conforme aux dispositions légales allemandes et présente fidèlement les risques et opportunités de l'évolution future. Notre objectif est également d'établir un rapport de certification comprenant notre opinion d'audit sur les comptes annuels consolidés et le rapport de gestion consolidé.

Une assurance suffisante signifie un niveau élevé d'assurance, mais ne constitue en aucun cas une garantie qu'un audit réalisé conformément au § 317 HGB et au règlement (UE) no 537/2014 et selon les normes professionnelles d'audit fixées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) détectera nécessairement une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter de manœuvres dolosives ou d'erreurs et sont considérées comme étant significatives lorsqu'il est raisonnablement possible de s'attendre à ce qu'elles influencent, de manière individuelle ou globale, les décisions économiques prises par leurs destinataires sur la base des présents comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé.

Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives résultant manœuvres dolosives ou d'erreurs dans les comptes annuels consolidés et le rapport de gestion consolidé, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit. Le risque de non-détection des anomalies significatives résultant de manœuvres dolosives est plus élevé que le risque de non-détection des anomalies significatives résultant d'erreurs, car les manœuvres dolosives peuvent impliquer une collusion, des falsifications, des lacunes intentionnelles, des déclarations trompeuses ou la neutralisation de contrôles internes.
- nous nous attachons à bien comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit des comptes consolidés et les dispositions et mesures pertinentes pour l'audit du rapport de gestion consolidé, afin de pouvoir ainsi planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité des contrôles internes du groupe ou de ces dispositions et mesures.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par les représentants légaux ainsi que le caractère raisonnable des valeurs estimées présentées par les représentants légaux et, par là même, des données y afférentes.
- nous tirons des conclusions quant au caractère approprié du principe comptable de la continuité d'exploitation appliqué par les représentants légaux ainsi que quant à l'existence d'une incertitude importante, sur la base des éléments d'audit probants obtenus, liée à des événements ou des circonstances qui pourraient susciter des doutes importants quant à la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Si nous parvenons à la conclusion qu'il existe une incertitude importante, nous sommes alors tenus, dans le rapport de certification, d'attirer l'attention sur les données y afférentes figurant dans les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé, ou, si ces données sont inappropriées, de modifier notre opinion d'audit. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments d'audit probants obtenus par nos soins jusqu'à la date de notre rapport de certification. Des événements ou des circonstances futurs peuvent néanmoins conduire à ce que le Groupe ne soit plus en mesure de poursuivre ses activités.
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes consolidés dans l'ensemble, y compris les données, et si les comptes consolidés présentent les opérations et les événements sous-jacents de manière telle qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe, en tenant compte des normes comptables IFRS dans ses modalités d'application en vigueur dans l'Union européenne et des prescriptions légales allemandes s'appliquant à titre complémentaire conformément à l'article 315^e al. 1 HGB.

- nous planifions et réalisons l'audit des comptes consolidés afin d'obtenir des éléments d'audit probants suffisants et appropriés pour les informations comptables des entreprises ou des sous-groupes au sein du groupe, qui servent de base à l'élaboration des opinions d'audit sur les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de l'examen des activités d'audit effectuées aux fins de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons toute la responsabilité de nos opinions d'audit.
- nous évaluons la concordance du rapport de gestion consolidé avec les comptes consolidés, sa conformité avec les lois et l'image qu'il donne de la situation du Groupe.
- nous mettons en œuvre des procédures d'audit relatives aux données prospectives présentées par les représentants légaux dans le rapport de gestion consolidé. Ce faisant, sur la base d'éléments d'audit probants appropriés et suffisants, nous examinons notamment les hypothèses significatives sur lesquelles les données prospectives des représentants légaux sont fondées et évaluons si la déduction des données prospectives à partir de ces hypothèses est appropriée. Nous ne fournissons aucune opinion d'audit distincte sur les données prospectives ni sur les hypothèses sur lesquelles elles sont fondées. Il existe un risque important et inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des données prospectives.

Nous discutons notamment avec les responsables de la surveillance de l'étendue prévue et du calendrier de l'audit ainsi que des constatations d'audit importantes, y compris des éventuelles faiblesses significatives du système de contrôle interne que nous avons constatées durant notre audit.

Nous faisons une déclaration aux responsables de la surveillance dans laquelle nous indiquons que nous avons respecté les exigences pertinentes en matière d'indépendance, et discutons avec eux de toutes les relations et autres faits raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance, et, le cas échéant, des actions entreprises ou des mesures de protection prises pour remédier aux menaces pesant sur l'indépendance.

Parmi les éléments que nous avons abordés avec les responsables de la surveillance, nous déterminons ceux qui ont été les plus significatifs dans l'audit des comptes consolidés pour la période sous revue et qui constituent, par conséquent, les éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans le rapport de certification, à moins que des lois ou d'autres dispositions légales n'excluent la divulgation de ces éléments.

Autres exigences légales et juridiques

Note relative à l'audit des reproductions électroniques réalisées à des fins de publication des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé conformément à l'article 317, al. 3a HGB (Code de commerce allemand)

Opinion d'audit

Nous avons réalisé un audit, conformément à l'article 317, al. 3a HGB, avec une assurance suffisante afin de vérifier si les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion (ci-après également nommées « documents ESEF ») contenues dans le fichier « BayernLB_KA+LB_ESEF-2024-12-31.zip » et établies à des fins de publication correspondent à tous les égards aux directives de l'article 328, al. 1 HGB relatives au format de rapport électronique (« format ESEF »). Conformément aux prescriptions légales allemandes, le présent audit se limite au transfert des informations des comptes annuels consolidés et du rapport de gestion consolidé vers le format ESEF et ne concerne donc pas les informations contenues dans les reproductions, ni d'autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

Selon notre évaluation, les reproductions des comptes annuels consolidés et du rapport de gestion consolidé contenues dans le fichier susmentionné et établies à des fins de publication respectent à tous les égards les prescriptions de l'article 328, al. 1 HGB relatives au format de rapport électronique. Au-delà de la présente opinion d'audit ainsi que de nos opinions d'audit contenues dans la « Note relative à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » ci-dessus concernant les comptes consolidés ci-joints et le rapport de gestion consolidé ci-joint pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, nous n'émettons aucune opinion d'audit relative aux informations contenues dans les reproductions, ni aux autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

Base de l'opinion d'audit

Nous avons réalisé notre audit des reproductions des comptes annuels consolidés et du rapport de gestion consolidé contenues dans le fichier susmentionné conformément au § 317, al. 3a HGB et conformément aux normes d'audit IDW : audit des reproductions électroniques des comptes annuels et rapports de gestion établies à des fins de publication selon l'article 317, al. 3a HGB (IDW PS 410 (06.2022)) et l'« International Standard on Assurance Engagements 3000 (Revised) ». Notre responsabilité à cet égard est détaillée dans la section « Responsabilité du commissaire aux comptes des comptes consolidés à l'égard de l'audit des documents ESEF ». Notre cabinet d'audit a appliqué les exigences du système de gestion de la qualité de la norme de gestion de la qualité IDW : exigences relatives à la gestion de la qualité au sein du cabinet d'audit (IDW QMS 1 (09.2022)).

Responsabilité des représentants légaux et du Conseil de surveillance concernant les documents ESEF

Les représentants légaux de la Société sont responsables de l'établissement des documents ESEF avec les reproductions électroniques des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé conformément à l'article 328, al. 1, phrase 4, no 1 HGB et de la préparation des comptes consolidés conformément à l'article 328, al. 1, phrase 4, no 2 HGB.

Par ailleurs, les représentants légaux de la Société sont responsables des contrôles internes qu'ils jugent nécessaires pour permettre l'établissement des documents ESEF qui sont exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – vis-à-vis des prescriptions du § 328, al. 1 HGB relatives au format de rapport électronique.

Le Conseil de surveillance est responsable de la surveillance du processus d'établissement des documents ESEF, dans le cadre du processus de présentation des informations comptables.

Responsabilité du commissaire aux comptes des états financiers consolidés à l'égard de l'audit des documents ESEF

Notre objectif est d'obtenir une assurance suffisante que les documents ESEF sont exempts d'infractions significatives – intentionnelles ou non – vis-à-vis des exigences de l'article 328, al. 1 HGB. Au cours de l'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'infractions significatives – intentionnelles ou non – vis-à-vis des exigences de l'article 328, al. 1 HGB, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit pour répondre à ces risques, de même que nous nous attachons à obtenir des éléments d'audit probants, suffisants et appropriés, afin de servir de base à notre opinion d'audit.
- nous nous attachons à bien comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit des documents ESEF, afin de pouvoir ainsi planifier des procédures d'audit qui seront appropriées dans les circonstances données, mais notre objectif n'est pas de fournir une opinion d'audit quant à l'efficacité de ces contrôles.
- nous évaluons la validité technique des documents ESEF, c.-à-d. si le fichier qui contient les documents ESEF répond aux dispositions du règlement délégué (UE) 2019/815 dans sa version valable à la date de clôture, concernant les spécifications techniques pour ce fichier.
- nous évaluons si les documents ESEF permettent une reproduction XHTML, identique en matière de contenu, des comptes annuels consolidés audités et du rapport de gestion consolidé audité.
- nous évaluons si la préparation des documents ESEF avec une technologie Inline XBRL (iXBRL), conformément aux articles 4 et 6 du règlement délégué (UE) 2019/815 dans sa version valable à la date de clôture, permet une copie XBRL lisible par machine, appropriée et complète de la reproduction XHTML.

Autres données conformément à l'article 10 du règlement (UE) no 537/2014

Nous avons été nommés commissaires aux comptes des comptes consolidés par l'Assemblée générale du 11 avril 2024. Nous avons été mandatés le 15 mai 2024 par le Conseil de surveillance. Nous opérons de manière ininterrompue depuis l'exercice 2019 en tant que commissaires aux comptes des comptes consolidés de la Bayerische Landesbank, banque allemande de droit public, à Munich.

Nous déclarons que les opinions d'audit contenues dans le présent rapport de certification concordent avec le rapport supplémentaire remis au Comité d'audit, conformément à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014 (rapport de contrôle).

Indication d'un autre fait – Utilisation du rapport de certification

Notre rapport de certification doit toujours être lu en relation avec les comptes consolidés audités et le rapport de gestion consolidé audité, ainsi que les documents ESEF audités. Les comptes consolidés et le rapport de gestion consolidé transférés au format ESEF – y compris les versions à déposer dans le Registre des entreprises – ne sont que des reproductions électroniques des comptes consolidés audités et du rapport de gestion consolidé audité et ne sauraient les remplacer. En particulier, la « Note relative à l'audit des reproductions électroniques réalisées à des fins de publication des comptes consolidés et du rapport de gestion consolidé, conformément à l'article 317, al. 3a HGB (Code de commerce allemand) » et notre opinion d'audit qu'elle contient ne sont utilisables qu'en lien avec les documents ESEF audités, mis à disposition au format électronique.

Commissaire aux comptes responsable

Le commissaire aux comptes responsable de l'audit est Axel Menge.

Munich, le 26 mars 2025

PricewaterhouseCoopers GmbH

Cabinet d'expertise comptable

Axel Menge
Commissaire aux comptes

Daniel Benzing
Commissaire aux comptes

C. – Rapport de gestion

Les comptes sociaux et consolidés ainsi que l'attestation des commissaires aux comptes sont disponibles en allemand et en anglais sur internet : www.bayernlb.de